

# MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

### *Acheteur*

MTE / DGAC / SG / Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

### *Représentant de l'Acheteur (RA)*

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA)

### *Objet de la consultation*

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)  
relative aux travaux de l'opération de réhabilitation des bureaux du site Pyrénées –  
82 rue des Pyrénées 75 020 Paris

### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : **19/09/2025** à 12h (heure de Paris)

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1-1. Objet du marché et Normes .....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution .....	7
1-4. Passation des commandes .....	7
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques .....	7
1-6. Contenu de la mission.....	7
1-7. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	8
1-8. Dispositions générales .....	8
1-9. Ordres de service.....	11
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	11
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES .....	11
3-1. Tranche(s) optionnelle(s) .....	11
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes .....	12
3-3. Variation dans les prix.....	13
3-4. Paiement direct des sous-traitants .....	14
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES .....	15
4-1. Délai d'exécution .....	15
4-2. Pénalités pour retard d'exécution .....	15
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution .....	15
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations .....	16
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	16
5-1. Retenue de garantie.....	16
5-2. Avances .....	16
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	16
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE .....	16
7-1. Conditions d'exécution.....	16
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité .....	17
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	17
8-1. Admission .....	17
8-2. Garantie des prestations .....	18

ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION .....	19
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	19
9-2. Résiliation .....	19
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES .....	19
<b>10. 1 Principes généraux</b> .....	19
<b>10. 2 Éléments de mission</b> .....	20
ARTICLE 11. CONSISTANCE DES TRAVAUX .....	25
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	26

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

*Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles.*

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

### 1-1. Objet du marché et Normes

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de d'infrastructure de catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

Les prestations sont réparties en 2 phases, la première couvrant la conception et la seconde la réalisation.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

82 rue des Pyrénées  
Paris 75 020

Les travaux à réaliser, conformément à l'expression des besoins, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Descriptif des travaux :

Le Service National D'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA) de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) occupe actuellement le bâtiment situé au 82 rue des Pyrénées 75 020 Paris.

L'objet des travaux est de rénover l'ensemble du bâtiment.

Le bâtiment comprend 6 niveaux : 1 sous-sol, RDC et 4 étages. Il est organisé avec plusieurs cours, patios et puits de lumière. La façade principale du bâtiment donne au 82-84 rue des Pyrénées (75020 Paris). L'immeuble est traversant et débouche sur la rue des Maraîchers, sur laquelle il est en retrait.

La SHOB est de 3874m<sup>2</sup>.

Le bâtiment est à considérer comme établissement recevant des travailleurs (ERT) à plus de 8m de haut pour le dernier plancher au sens de l'article R4211-2 du Code du Travail.

La rénovation du bâtiment a pour objectif de pérenniser l'ensemble bâti, d'améliorer le confort des utilisateurs et de rechercher des économies d'énergie et de réaliser des nouveaux espaces de travail ouverts.

Le chantier se déroulera en site occupé avec phasages de travaux. 4 phases de travaux sont prévues.

Le planning prévisionnel global de l'opération est le suivant :

- o Etudes : 2025 – T1 2026
- o Consultation : T2 T3 2026 ;
- o Période de préparation : T4 2026 ;
- o Travaux : 2027 à T2 2028.
  - Phase 1 - 4 mois : R-1, ascenseur, passerelle au R+4, cours, colonnes techniques
  - Phase 2 - 4 mois : RDC et R+1
  - Phase 3 - 5 mois : R+2 et R+3
  - Phase 4 - 2 mois : R+4, isolation des combles et cantine

Le montant estimé des travaux pour l'opération est de 5.8M€ TTC tous corps d'état (hors mobilier). Le programme étant en cours de finalisation, ce budget reste à confirmer.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes

## **1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications**

### **1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché**

1. Le directeur d'opération ou le conducteur d'opération ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. Le conducteur d'opération, l'assistant opération ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG) ;
- f) Signature des ordres de services.

Au jour de la notification, les interlocuteurs du titulaire sont les suivants :

Directeur d'opération : Benjamin MOTTET - benjamin.mottet@aviation-civile.gouv.fr

Conducteur d'opération : Léa GEERAERT– SNIA Nord/MGP

### **1-2.2. Forme des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Le point de départ du délai d'exécution est indiqué dans l'acte d'engagement.

### **1-4. Passation des commandes**

Sans objet.

### **1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots. Les prestations sont homogènes.

### **1-6. Contenu de la mission**

Les éléments de missions sont les suivants :

Eléments	Contenu
<b>Phases conception</b>	
C1	Ouverture du registre journal
	Examen du dossier AVP
	Élaboration de l'analyse de risques
	Réunions avec le maître d'ouvrage
C2	Elaboration P.G.C.S.P.S
	Examen du DCE
	Réunions
	Déclaration préalable
C3	Réunions
	Mises à jour du PGCSPS
	Ouverture du D.I.U.O
<b>Phases réalisation</b>	
R1 – phase de préparation de chantier	Prestations au cours de la période de préparation de chantier et au cours de la période d'exécution des travaux
	Inspections communes
	Mises à jour du PGCSPS
	Mise à jour DIUO
	Examen de documents
R2 – phase chantier	Finalisation du D.I.U.O. en rapport avec le DOE
	Tenue du registre journal
	Tenue du CISSCT
	Mise à jour DIUO
	Visite hors RDV chantier
R3 – phase GPA	Réunions de chantier
	Prestations à exécuter pendant la GPA

## **1-7. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion**

### **1-7.1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

### **1-7.2. Site sensible**

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être rendu à l'accueil avec une pièce d'identité valable.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

### **1-7.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue

## **1-8. Dispositions générales**

### **1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.



Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **1-8.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1-8.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande

de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

#### **1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

#### **1-8.5. Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

#### **1-8.6. Clauses sociales et environnementales**

Sans objet.

#### **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

L'ordre de service de démarrage des prestations pourra intervenir dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché sans que le titulaire ne puisse en refuser l'exécution ni prétendre à une quelconque indemnité.

### **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;

### **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

#### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

### **3-2.1. Contenu des prix**

En complément des stipulations du CCAG, les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte :

- de l'intervention sur un site occupé,
- de déplacement et/ou d'éventuelles réunions à la demande de la conduite d'opération.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un **prix global forfaitaire par phase**.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Les déplacements seront inclus dans le taux horaire. La prestation ne tiendra compte que du temps nécessaire à l'unique réalisation de la mission du CSPS.

### **3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.**

### **3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :**

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-4.1** Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée, comme expliqué ci-dessous, **et en parallèle par mail à [lea.geeraert@aviation-civile.gouv.fr](mailto:lea.geeraert@aviation-civile.gouv.fr)** .

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront être déposées dans l'onglet « **FACTURE TRAVAUX** » et comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché : **2025-SNIA-MGPN-042**
- Le numéro de SIRET : **13 000 4575 000 10**
- Le code du service exécutant de la dépense : **1101**

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### **3-2-4.2** Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RA.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation aux articles 14 et 15 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

### **3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG, La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire ; Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,1 + 0,9 * (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec :  $I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Délai d'exécution**

Les stipulations concernant le délai d'exécution et le point de départ de ce marché figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais ci-dessous doivent être respectés par le titulaire :

<b>Elément de mission</b>	<b>Tâche</b>	<b>Délai</b>
<b>C1</b>	Ouverture d'un registre journal et modalités pratiques de coopération	10 jours à compter de la notification du marché
<b>C1</b>	Avis sur AVP	7 jours à compter de la réception de l'AVP
<b>C1</b>	Mesures de prévention du PGC	7 jours à réception de l'AVP
<b>C2</b>	Avis sur PRO	7 jours à réception du PRO
<b>C2</b>	PGC définitif	7 jours à réception du PRO
<b>C2</b>	DIUO	7 jours à réception du DCE
<b>C3</b>	Avis sur analyse des offres	7 jours à réception de la demande du conducteur d'opération
<b>R1, R2 &amp; R3</b>	Vérification des PPSPS	8 jours avant l'intervention d'une entreprise sur site
<b>R2</b>	Remise du DIUO au MO	7 jours à réception des DOE

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, une pénalité journalière de 100 euros est appliquée en cas de retard sur la livraison d'un document, sur la base des délais fixés à l'article précédent

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard n'est plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

#### **4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Sans objet.

#### **4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par la personne publique**

Sans objet.

#### **4-3.3. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **4-3.4. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-7 du CCATP et par dérogation de l'article 14.2 du CCAG-PI, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-3.5. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.7.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-3.6. Autres pénalités diverses**

En cas de non-participation injustifiée à une réunion à laquelle il était convoqué, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 150 € HT.

#### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Sans objet.

### **ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

### **ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE**

#### **7-1. Conditions d'exécution**

##### **7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations**

Sans objet.

##### **7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.



Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire pour exercer sa mission doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'agrément portant sur les domaines concernés par ledit marché sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire et sans indemnité.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme contrôleur.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG :

le titulaire propose au maître de l'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG ;

l'accord du maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du RA. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant ;

si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître de l'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Le contrôleur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau contrôleur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître de l'ouvrage.

Le nouveau contrôleur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à sa mission.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

### **7-1.3. Mise à disposition de matériels par la personne publique**

Sans objet.

### **7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Aucune stipulation particulière.

## **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Aucune stipulation particulière.

### **8-1.1. Nombre d'exemplaires**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, en un seul exemplaire sur support papier relié. En complément de cet exemplaire les documents sont remis dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

### **8-1.2. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le RA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

### **8-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8-2. Garantie des prestations**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

## **ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION**

### **9-1. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-6 du présent CCATP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

### **9-2. Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

### **10. 1 Principes généraux**

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par les articles L.4531-1 et 2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

## **10. 2 Éléments de mission**

Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

Elément	Contenu
n° C1	<p>Prestations à exécuter au cours de l' « Element AVP » :</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ouvrir, dès la signature du contrat ou la notification du marché, un registre-journal de la coordination SPS, le renseigner au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après ouverture et après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre pour visa.</li> <li>• organiser l'inspection des lieux avec le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et l'exploitant sur le site intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.</li> <li>• avec ce ou ces responsables, le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS procède à une inspection des lieux, visant à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• délimiter le chantier</li> <li>• matérialiser les zones de dangers spécifiques</li> <li>• préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins,</li> <li>• définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel</li> <li>• arrêter les consignes de sécurité.</li> </ul> </li> <li>• émettre un avis sur le dossier AVP</li> <li>• participer à l'ensemble des réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes-rendus.</li> <li>• émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre-journal dont l'analyse des risques pour les futurs travaux.</li> <li>• veiller à ce que la demande de renseignements faite par la maîtrise d'oeuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existants sur l'emprise et à proximité du projet ait été faite.</li> <li>• analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure, à partir de la liste des interventions ultérieures et des documents de programmation remis au coordonnateur SPS, demander les dispositions prévues par le maître d'oeuvre pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement.</li> <li>• demander les diagnostics réalisés et suggérer au maître d'oeuvre des investigations complémentaires.</li> <li>• s'assurer que le maître d'ouvrage a établi la déclaration préalable au moment du dépôt de permis de construire et la transmise aux organismes concernés</li> <li>• élaborer le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la remise de l'avant-projet, le compléter aux différentes phases de l'opération et établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation.</li> </ul>

Elément	Contenu
n° C2	<p>Prestations à exécuter au cours de l' "Elément Projet"</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• veiller que suite à la demande de renseignements réalisée par la maîtrise d'oeuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans le DCE.</li> <li>• proposer au maître d'oeuvre et au maître d'ouvrage d'intégrer dans les choix techniques les dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures.</li> <li>• définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le PGC, leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier.</li> <li>• en application des principes généraux de prévention, donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles.</li> <li>• prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (levage, échafaudages ...)</li> <li>• demander au maître de l'ouvrage et analyser un dossier de consultation d'entreprises complet (Plans, CCTP, CCAP, DPGF) afin de s'assurer, dans les pièces écrites, de l'intégration des préconisations acceptées par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage et de la cohérence des pièces écrites et du PGC.</li> <li>• compléter le registre-journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre pour visa.</li> </ul>
n° C3	<p>Prestations à exécuter au cours de l' "Elément ACT"</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité du chantier.</li> <li>• établir un projet de DIUO et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises.</li> <li>• participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux co-activités simultanées et/ou successives.</li> <li>• réaliser une passation de consignes avec le coordonnateur de réalisation si le coordonnateur conception est différent du coordonnateur réalisation, notifiée par un procès verbal et mentionnée sur le registre journal. Une copie sera transmise au maître d'ouvrage.</li> </ul>

Elément	Contenu
n° R1	<p><b>Prestations à exécuter au cours de la période de préparation de chantier</b></p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• suite à la visite préalable du site et à la validation des dispositions avec le maître d'oeuvre communiquer aux entreprises <ul style="list-style-type: none"> <li>• les consignes de sécurité arrêtées</li> <li>• l'organisation des premiers secours en cas d'urgence</li> <li>• la description du dispositif mis en place à cet effet.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ces dispositions sont consignées dans le PCG ou la notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer de la mise en oeuvre des mesures de contrôle d'accès</li> <li>• mettre à jour la déclaration préalable</li> <li>• Proposer au conducteur d'opération la constitution du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) 21 jours avant le démarrage des travaux.</li> <li>• organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles, des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> <li>• recevoir des entreprises titulaires ou sous-traitantes leur PPSPS. Ces dernières disposent de 30 jours suivant la réception de leur contrat pour établir ce document préalable au démarrage des travaux.</li> <li>• communiquer, après transmission des informations par le maître d'ouvrage, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants,</li> <li>• transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs,</li> <li>• vérifier, à réception des PPSPS, leur conformité avec les dispositions du PGC et si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conformes au PGC.</li> <li>• tenir à jour et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier.</li> <li>• compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa.</li> <li>• une copie du document pourra être disponible sur le chantier.</li> <li>• le RJ sera présenté à leur demande aux organismes concernés.</li> <li>• participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes-rendus.</li> <li>• émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre- journal</li> <li>• veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux.</li> <li>• donner un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel</li> </ul>

Elément	Contenu
n° R2	<p><b>Prestations à exécuter pendant les travaux</b></p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• compléter le registre journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa.</li> <li>• compléter le DIUO et notamment collecter les notices des installations.</li> <li>• au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent</li> <li>• donner un avis sur la mise à jour du calendrier</li> <li>• s'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes-rendus des réunions de chantiers</li> <li>• à la réception des travaux, remettre la dernière version du PGC au maître d'ouvrage afin qu'il le conserve pendant 5 ans.</li> <li>• finaliser le DIUO, en collaboration avec le maître d'oeuvre. Le DIUO devrait, notamment comporter 5 parties : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les renseignements administratifs</li> <li>○ Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'état)</li> <li>○ Les documents annexés (éléments du DOE, plan d'accès et de circulation ...)</li> <li>○ Le bordereau des documents non joints</li> <li>○ Les PV des transmissions du DIUO au coordonnateur SPS réalisation, si différent du coordonnateur SPS conception et au maître d'ouvrage.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'ensemble de ces documents sera répertorié sur un bordereau.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• transmettre le DIUO, à la réception des travaux au maître d'ouvrage, un PV de transmission est joint au dossier remis. Si le DIUO n'est pas complet, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes (le DOE et les notices des entreprises étant à remettre au maître d'oeuvre au plus tard dans les 2 mois après la réception).</li> <li>• compléter et faire viser le registre journal et le conserver pendant 5 ans.</li> </ul>
n° R3	<p><b>Prestations à exécuter pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement (GPA)</b></p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves</li> <li>• modifier et compléter si nécessaire le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.</li> </ul>



## **ARTICLE 11. CONSISTANCE DES TRAVAUX**

### ***Contexte de l'opération***

À la suite de la visite de contrôle réalisée par la DIE concernant la convention d'utilisation du bâtiment situé au 82 rue des Pyrénées, un avis réservé a été émis, notamment en raison du taux d'occupation trop faible du site.

Dans ce cadre, un état des lieux détaillé de l'occupation du bâtiment a été effectué, accompagné d'un recueil des besoins des différentes entités actuelles (SNIA, SIR-GP, DSAC), afin de réorganiser les services occupants et de garantir la conformité de l'utilisation des surfaces dédiées avec la politique immobilière de l'État.

### ***Objectifs de l'opération***

Les objectifs stratégiques du projet sont les suivants :

- **Nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires** : faire preuve d'exemplarité en appliquant la circulaire de la Première ministre du 8 février 2023, définissant la nouvelle doctrine d'occupation des bâtiments de l'État ;
- **Conformité réglementaire** : garantir la conformité à la feuille de route du dispositif Éco-énergie tertiaire et anticiper les évolutions réglementaires, notamment en matière d'accessibilité des bâtiments publics ;
- **Performance environnementale** : agir en tant qu'acteur engagé dans le développement de la filière de réemploi et faire de ce projet une vitrine exemplaire du réemploi dans la construction ;
- **Modernisation et innovation** : moderniser les espaces de travail pour garantir un haut niveau de qualité de vie au travail.

### ***Présentation du site***

Situé au 82 rue des Pyrénées, Paris 20ème, le bâtiment comprend 6 niveaux : 1 sous-sol, le rez-de-chaussée et 4 étages. Il est organisé avec plusieurs cours, patios et puits de lumière. L'immeuble est traversant et débouche sur la rue des Maraîchers, sur laquelle il est en retrait. Dans les deux rues (Pyrénées et Maraîchers), l'immeuble est en mitoyenneté avec les constructions adjacentes. Il y a une différence de niveau entre les deux rues, ce qui se traduit par un accès rue des maraîchers depuis le sous-sol.

Le bâtiment a été construit en 1933 par les architectes Viard et Dastugue pour le compte des Établissements Pernod, en maçonnerie avec une façade sur la rue principale en pierre de taille, et d'autres façades en brique et béton. La toiture est en zinc. Sa surface de plancher est de 3737m<sup>2</sup> (volées d'escaliers non comprises). Il s'agit d'un bâtiment remarquable sur le plan patrimonial avec son style Art déco et ses éléments architecturaux singuliers (façades en pierre et brique, escalier central principal ou sa verrière sur hall).

### ***Présentation du projet global***

Le projet actuellement en phase APS prévoit :

- une réorganisation fonctionnelle des espaces, afin d'optimiser les surfaces entre entités et de créer des espaces de travail modernes et variés, intégrant des espaces de bureaux partagés, des espaces de concentration silencieux, des espaces de réunion et de collaboration et des espaces de convivialité
- une amélioration de la qualité techniques des espaces, via notamment l'amélioration des accès (notamment pour les personnes à mobilité réduite), l'amélioration acoustique et thermique, la modernisation des réseaux électriques et CVC et l'esthétique du mobilier.

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	14 et 15 du CCAG
CCATP 4.2	déroge à l'article	14.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
CCATP 4.3.4	déroge à l'article	14.2 du CCAG
CCATP 7-1.2	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG
CCATP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCATP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG
CCATP 8-2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCATP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

### **c) Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**